



BANQUE DU CANADA  
BANK OF CANADA

---

**Déclaration préliminaire de Stephen S. Poloz  
Gouverneur de la Banque du Canada  
Conférence de presse suivant la publication  
de la *Revue du système financier*  
Ottawa (Ontario)  
16 mai 2019**

Bonjour, et merci d'être venus aujourd'hui. La première sous-gouverneure Wilkins et moi sommes heureux d'être parmi vous pour parler de la dernière livraison de la *Revue du système financier* de la Banque du Canada, parue aujourd'hui.

Permettez-moi d'abord de rappeler l'objectif de la *Revue* : mettre en lumière les principales vulnérabilités du système financier qui peuvent interagir avec les chocs économiques et amplifier leurs effets. Nous surveillons l'évolution de ces vulnérabilités, et analysons des scénarios de risque extrêmes pour en évaluer les conséquences potentielles sur le système financier et l'économie si un tel choc devait survenir.

Les grandes vulnérabilités que nous observons aujourd'hui sont les mêmes que dans la *Revue* de 2018, soit le niveau élevé d'endettement des ménages et les déséquilibres sur le marché du logement. Cependant, elles ont légèrement diminué depuis un an.

En ce qui concerne l'endettement des ménages, les tests de résistance hypothécaires instaurés l'an dernier ont amélioré la qualité des nouveaux prêts hypothécaires. Ainsi, la part des nouveaux prêts hypothécaires accordés aux ménages fortement endettés, c'est-à-dire ceux dont la dette dépasse 450 % de leur revenu, a considérablement diminué. De plus, le nombre de Canadiens accusant du retard dans le remboursement de leurs dettes demeure faible. Ensemble, la version révisée des lignes directrices sur le crédit hypothécaire et les hausses passées des taux d'intérêt ont contribué à ralentir le rythme d'emprunt des ménages et à stabiliser le ratio global de la dette au revenu des ménages au Canada.

Voilà qui est encourageant. Cependant, nous avons d'importantes raisons de rester vigilants. Premièrement, la dette totale des ménages canadiens est si élevée que nous savons qu'elle ne pourra pas se résorber avant longtemps. Deuxièmement, une grande part de cette dette est détenue par des ménages fortement endettés. Et troisièmement, la baisse des rendements obligataires mondiaux observée depuis le début de l'année a fait diminuer les taux hypothécaires au pays, de sorte que les emprunts des ménages sont susceptibles de recommencer à augmenter. La Banque surveille également de près le risque que le resserrement des lignes directrices sur le crédit hypothécaire incite les consommateurs à délaisser les institutions financières sous réglementation fédérale au profit de prêteurs privés et de coopératives de crédit, dont certains ne suivent pas les lignes directrices fédérales.

Parlons maintenant des déséquilibres sur le marché du logement, qui se sont généralement atténués depuis la parution de la *Revue* de 2018. Nous continuons de suivre l'évolution de trois situations différentes au pays : les marchés de Toronto et de Vancouver, qui sortent d'une période d'effervescence; les marchés de l'Alberta et de la Saskatchewan, qui s'ajustent encore aux prix plus bas du pétrole; et les marchés ailleurs au pays, qui fonctionnent presque tous normalement. Après avoir amorcé un net ralentissement en 2017, le marché de la région de Toronto semble se stabiliser, tandis que les ventes et les prix continuent de reculer dans la région de Vancouver. Dans les deux régions, les prix sont encore de 40 à 60 % plus élevés qu'il y a quatre ans, ce qui laisse supposer que les déséquilibres sur le marché du logement constituent toujours une importante vulnérabilité macrofinancière. Dans l'ensemble, le marché du logement continue d'être soutenu par des facteurs fondamentaux robustes, notamment une population grandissante et une forte création d'emplois.

Une autre grande vulnérabilité dont nous avons traité dans la dernière *Revue* et que nous continuons de surveiller concerne la possibilité qu'une cyberattaque d'envergure touche une institution financière ou une infrastructure de marché, comme les systèmes de paiement sur lesquels nous comptons tous au quotidien. Les cybermenaces restent une grande vulnérabilité structurelle. D'ailleurs, le nombre d'incidents qui ont entraîné ou auraient pu entraîner des pertes financières substantielles a augmenté de façon soutenue au cours de la dernière décennie. Les participants au système financier sont particulièrement préoccupés par les cyberincidents chez les fournisseurs de services externes. La Banque travaille depuis quelque temps avec les grandes banques et les infrastructures de marchés financiers en vue d'améliorer la coordination et la mise en commun de l'information entre elles, ce qui est essentiel pour améliorer la résilience.

Dans cette *Revue*, nous avons mis un accent plus marqué sur deux autres vulnérabilités. La première est liée au financement par emprunt des sociétés. Le ratio d'endettement des sociétés non financières au Canada dépasse de loin sa moyenne historique. Bien que l'entreprise moyenne ait assez d'actifs liquides pour faire face à une hausse des taux d'intérêt ou à une baisse de ses revenus, certaines ont relativement peu d'actifs liquides et sont moins en mesure d'assurer le service de leur dette. Dans ce contexte, les entreprises ayant une faible cote de crédit se tournent davantage vers les obligations à rendement élevé et les prêts à effet de levier sur le marché américain, où les emprunteurs sont plus vulnérables aux revirements de la confiance des investisseurs. Nous allons suivre la situation de près.

Nous nous intéressons aussi davantage à la vulnérabilité liée aux cryptoactifs. Ceux-ci menacent encore peu le système financier. Cela dit, les marchés de cryptoactifs et les utilisations de la technologie sous-jacente évoluent rapidement. Des conséquences pour la stabilité financière pourraient donc se manifester soudainement. J'ajouterais que les récentes fluctuations des prix des cryptoactifs et les pertes subies par les crypto-entreprises montrent bien la nécessité pour les investisseurs de comprendre tous les risques avant de participer à ces marchés.

Nous avons aussi ajouté une nouvelle vulnérabilité : les changements climatiques. Diverses autorités ont pour tâche d'analyser et d'atténuer les effets des changements climatiques. Pour leur part, les banques centrales se concentrent sur les risques des changements climatiques pour l'économie et le système financier. Ce sont les risques physiques découlant des phénomènes météo extrêmes et les risques liés à la transition vers une économie mondiale à faibles émissions de carbone. La Banque intègre désormais ces risques dans son analyse de l'économie et du système financier du pays. Nous cherchons aussi à mieux comprendre les risques climatiques qui touchent notre mandat.

Passant des vulnérabilités aux risques, je conclurai en disant que le risque global auquel est exposé le système financier canadien s'est légèrement accru depuis notre dernière analyse il y a près d'un an. Cette situation s'explique par le récent ralentissement de la croissance économique au Canada et à l'étranger. Cependant, comme nous l'avons souligné dans notre dernier *Rapport sur la politique monétaire*, nous nous attendons à ce que la croissance de l'économie se redresse plus tard cette année. Quant au risque d'une correction marquée des prix des logements, nous jugeons qu'il est modéré et à la baisse, notamment en raison de la réduction de l'effervescence dans les régions de Toronto et de Vancouver. De son côté, le risque d'une brusque hausse des taux d'intérêt à long terme causée par une augmentation des primes de risques à l'échelle mondiale est modéré, mais à la hausse.

Sur ce, la première sous-gouverneure Wilkins et moi serons heureux de répondre à vos questions.